

CHAPITRE XIX

LA PROVINCE APRÈS L'ARMISTICE

La France se retrouve. — Antagonisme de Paris et de la province. — La nouvelle de la capitulation arrive à Bordeaux. — Dépêches de Jules Favre et de Gambetta. — Continuation des hostilités dans l'est. — Le général Clinchant remplace Bourbaki dans le commandement. — La retraite en Suisse. — Généreuse hospitalité de la Suisse. — Belfort résiste encore. — Les derniers jours du siège. — Le colonel Denfert reçoit du gouvernement l'ordre de rendre la place. — La dernière place française dans l'est : Bitché. — Reddition de la forteresse. — Le colonel Tessier. — La guerre est terminée. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

La capitulation de Paris, qui allait remettre en présence les uns des autres les assiégés de la capitale et les combattants de la province, devait aussi faire ressortir davantage les différences d'idées, d'opinions, et, si je puis dire, de température patriotique qui existaient entre des compatriotes séparés les uns des autres depuis de longs mois. Durant le siège de Paris, une population de deux millions d'êtres humains avait été comme mise au secret, éloignée du reste du monde. Hommes, femmes, enfants vivaient d'une vie nouvelle sur cet immense radeau qui s'appelait la grande cité. Point de nouvelles, point de consolations, point de secours. On savait vaguement, au moment de la capitulation, que 418,000 (chiffre officiel) de nos soldats étaient prisonniers en Allemagne, que toute l'armée de Bourbaki, moins le corps de Bressolles, s'était, disait-on, réfugiée en Suisse, et que Belfort, vaillamment défendue par le colonel Denfert, résistait encore. C'était tout; c'était assez, hélas! Lorsque l'armistice fut conclu, Paris se précipita avidement vers la vérité ignorée.

Jamais, je crois, peuple ne ressentit une émotion pareille à celle qui agita la France lorsque après la capitulation de Paris et la conclusion de l'armistice, il fut donné au pays coupé en deux tronçons, à Paris isolé de la France, et à la France décapitée de Paris, de se retrouver, de se serrer dans une étreinte que la communauté des souffrances eût dû rendre fraternelle et que la rivalité de la province et l'exaspération de Paris rendirent aigre et douloureuse. Après tant de jours de lutte, après des mois de souffrance et de séparation, on allait donc reprendre la vie commune, jeter un regard sur cette chère France qu'on ne connaissait

plus, apprendre enfin, apprendre la vérité tout entière sur ce qui s'était passé dans le pays durant le blocus.

La province surprise, irritée de la capitulation de Paris, ne pardonnait point un tel dénoûment à ce long siège. Les uns, qui eussent voulu la paix, même honteuse, reprochaient, le croira-t-on? à Paris d'avoir, par sa résistance, fait durer la guerre; les autres, partisans de la guerre à outrance, lui faisaient un grief d'avoir, par sa chute, rendu la paix nécessaire. Tous étaient vaguement jaloux de ce Paris dont les dépêches officielles avaient si longtemps et si haut célébré les louanges et dont, par exemple, M. Clément Laurier disait, dans une de ses dépêches: « Paris est magique, régénéré, antique. Si quelqu'un osait y parler de capitulation, il serait fusillé sur place. Paris peut tenir largement jusqu'à la fin de février. »

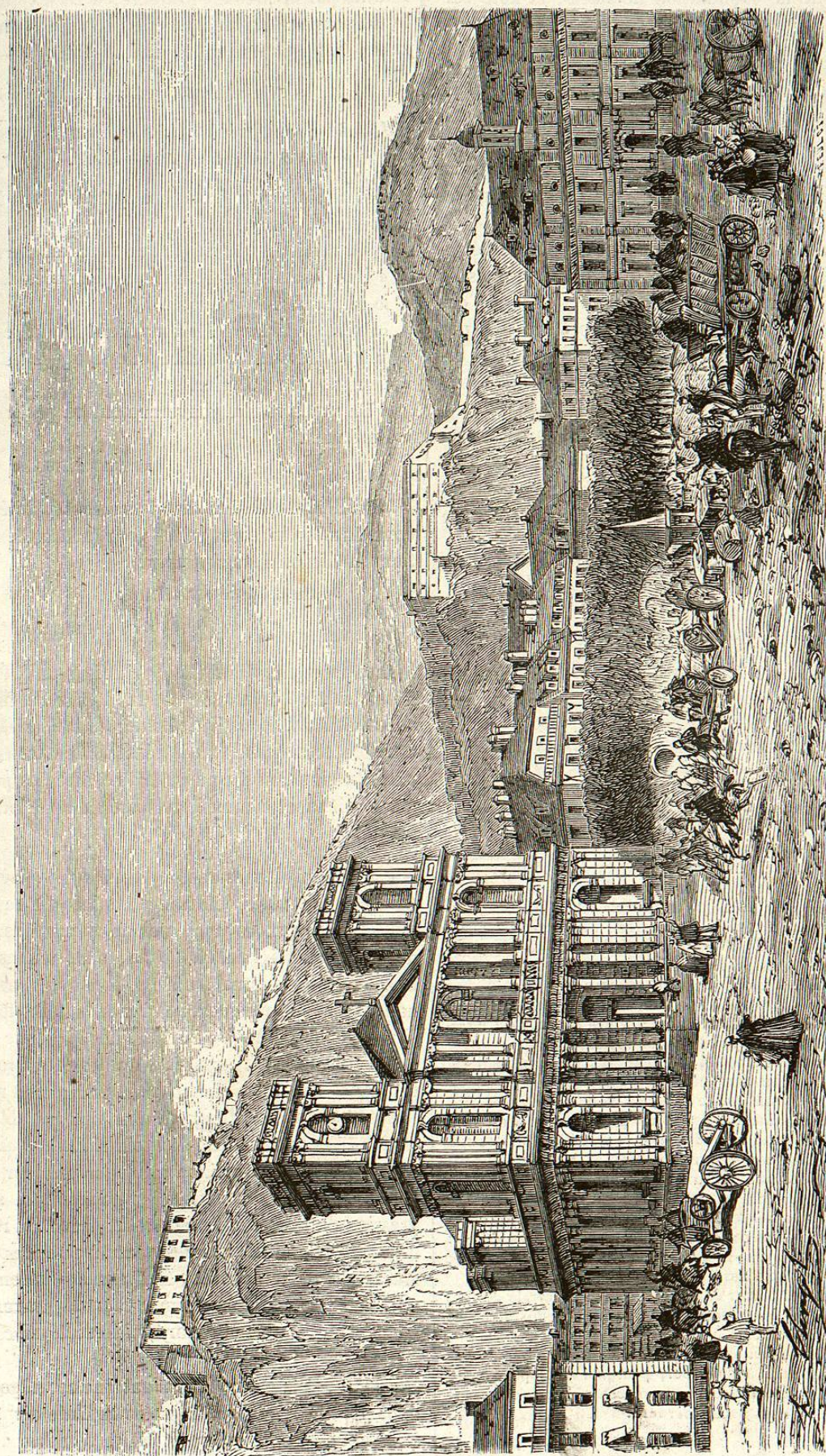
Or, Paris succombait avant la fin de janvier et la province, déçue, le midi surtout, ne lui pardonnait pas cette déception. Gambetta, dans ses dernières dépêches au gouvernement de Paris, s'était d'ailleurs fait l'écho des sentiments d'une partie du pays (1). Le soir du 27 janvier, la délégation

(1) Les journaux viennent de publier la lettre suivante retrouvée dans les papiers de L. Lucipia, un des inculpés de l'affaire des Dominicains d'Arcueil.

Gambetta à Jules Favre.

Le 14 janvier 1871.

« Je ne peux pas me lasser de vous le redire et chaque fois avec plus d'insistance : il faut sortir, sortir tout de suite, sortir à tout prix; sortez aussi nombreux que possible, sortez sans espoir de retour. Près de trois cent mille hommes vous ont abandonnés, pendant cinq jours, pour courir, les uns sur Chanzy, les autres sur Bourbaki. Nous les retiendrons le



LA GUERRE EN PROVINCE. — Vue de Belfort.

de Bordeaux communiquait aux journaux, relativement à la capitulation de Paris, la note suivante :

Bordeaux, 27 janvier, 4 heures.

« La délégation du gouvernement est informée par ses agents à l'étranger que le *Times* publie, sur la foi de ses correspondants, que des négociations auraient été entamées entre Paris et Versailles au sujet du bombardement de Paris et d'une prétendue reddition éventuelle de la capitale.

« La délégation du gouvernement n'accorde aucun crédit à ces allégations de correspondants du *Times*, car il est impossible d'admettre que des négociations de cette nature et de cette importance aient été entamées au préalable. Les ballons arrivés jusqu'à présent n'ont fait prévoir rien de semblable.

« Un ballon est signalé aujourd'hui près de Rochefort sans qu'on sache encore s'il a atterri. Aussitôt que de nouvelles dépêches lui seront parvenues, le gouvernement s'empressera de les faire connaître.

« Le directeur général délégué,

« C. LAURIER. »

Trois jours après, le 30 janvier, à une heure, l'affiche suivante paraissait sur les murs de Bordeaux :

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

« La délégation du gouvernement établie à Bordeaux, qui n'avait jusqu'ici sur les négociations

plus possible. Mais n'attendez pas qu'ils reviennent pour sortir, ne les laissez pas remonter sur Paris.

« Votre dépêche du 10 janvier, reçue et déchiffrée aujourd'hui, m'a causé autant de douleur que de colère. Comment se fait-il que, voyant et jugeant aussi clairement les hommes et les choses, vous puissiez subir un joug sous lequel Paris, la France et la République vont succomber ?

« Il n'est nulle convenance, nulle relation, nul intérêt qui puisse vous faire fléchir ni hésiter. Votre dépêche est un arrêt rendu contre lui et contre vous également.

« Que diront la France et l'histoire quand elles connaîtront la vérité écrite par vous-même ?

« Quand je pense que le 8, suivant ce que vous dites, tout était préparé, ordonné, et que sans motif rien ne s'est exécuté, je me demande si vous mesurez bien l'étendue de telles fautes et l'étendue de nos responsabilités, car je ne me sépare jamais de vous. Je vous remercie d'ailleurs de toutes les facultés politiques que vous avez obtenues pour moi, mais je n'ai pas le courage de traiter pour le moment ces questions, et je termine comme j'ai commencé, en vous criant : Sortez, sortez si vous ne voulez pas laisser périr la France, et je ne saurais me lasser de le redire.

« Vous n'avez autour de vous qu'un simple cercle de feu, derrière lequel nos audacieux et habiles ennemis dérobent tous leurs mouvements.

« La province fait d'ailleurs écho au cri unanime de Paris, et se demande à son tour, pourquoi cette persistante inaction. Chanzy s'est remis de son échec d'hier, et nos affaires dans l'est ont bonne tournure.

« Salut fraternel,

« Signé : GAMBETTA. »

entamées à Versailles que des renseignements fournis par la presse étrangère, a reçu cette nuit le télégramme suivant, qu'elle porte à la connaissance du pays dans sa teneur intégrale :

Versailles, 28 janvier, 11 h. 15 m. soir.

M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, à délégation de Bordeaux.

« Nous signons aujourd'hui un traité avec M. le comte de Bismarck.

« Un armistice de vingt et un jours est convenu.

« Une Assemblée est convoquée à Bordeaux pour le 15 février.

« Faites connaître cette nouvelle à toute la France, faites exécuter l'armistice, et convoquez les électeurs pour le 8 février.

« Un membre du gouvernement va partir pour Bordeaux.

« JULES FAVRE. »

« Un décret qui sera ultérieurement publié fera connaître les mesures prises pour assurer l'exécution des dispositions ci-dessus.

« Pour copie conforme :

« C. LAURIER. »

A ce moment, Gambetta, qui, disait-on à Paris, s'était suicidé à la suite de la défaite du Mans, adressait à M. Jules Favre une longue dépêche, attristée et superbe, où il résumait en traits rapides la situation du pays. Il faut lire ces pages qui contiennent comme le testament du patriotisme érasé.

« ... Nous ignorons encore, disait cette dépêche, quelle est la vérité officielle, et, jusqu'à ce que nous ayons reçu de vous l'assurance que vous êtes décidés à une si lamentable fin, nous tenons les bruits anglais pour mal fondés, et nous y voyons une nouvelle manœuvre de M. de Bismarck. Toutefois la situation intérieure de Paris apparaît comme fortement troublée; l'expulsion du général Trochu de toutes ses fonctions et commandements militaires et sa conservation, dès lors inexplicable, à la tête du gouvernement, le choix ridicule d'un sénateur de soixante-quinze ans pour présider aux suprêmes efforts de l'héroïque capitale, la suppression du droit de réunion et des journaux révolutionnaires, ainsi que les tentatives faites sur Mazas et l'Hôtel de ville, tout accuse clairement que dans la population, comme dans le gouvernement, il n'y a plus ni accord, ni fermeté, ni clairvoyance.

« Je ne puis croire cependant que ces négociations pour la reddition de notre capitale aient pu être entamées sans qu'on ait fait ce gigantesque et puissant effort qu'on promet et qu'on annonce de-

puis quatre mois, et qui n'a pu être retardé, incessamment ajourné, que par incapacité ou esprit de méfiance, mais qu'il faut faire, pour pouvoir arborer avec honneur, s'il échoue, le drapeau parlementaire. L'initiateur de la révolution et le premier moteur de la défense de la France ne peut être supprimé qu'en appelant la province au devoir, comme à l'honneur de le venger, et cet appel ne peut être adressé au pays et écouté par lui qu'à la condition que Paris, comme c'est sa tradition et son rôle, se sera réellement sacrifié pour la patrie et pour la république. Mais si, au contraire, cette province, qui depuis trois mois prodigue son sang et son or, supporte l'invasion et l'incendie de ses villes, apprenait, — ce qui paraît être la triste et cruelle vérité, — que Paris a été systématiquement amolli, énervé, découragé par ceux qui le gouvernent, et dont le mandat n'était sacré que parce qu'il avait pour but d'organiser et d'employer les forces militaires et révolutionnaires de Paris, c'est l'indignation chez les uns, la défaillance chez les autres, qui feraient place à l'enthousiasme qu'excitait parmi eux le gouvernement du 4 septembre. Que dira cette province, si surtout elle apprend que ce chef militaire introduit dans le gouvernement civil, et doté de la prépotence, n'était qu'un discoureur infatigable et un militaire irrésolu, que ses collègues le connaissent sous cette double face et qu'ils ont préféré, pour ne pas blesser cette présomption personnelle, laisser capituler Paris et compromettre la France; qu'ils ont poussé l'inertie, la culpabilité, par leur solidarité avec ce chef, jusqu'à ce point de rester sourds aux réclamations unanimes de l'opinion parisienne;... et c'est ainsi que vous vous êtes laissé conduire jusqu'aux derniers jours, subissant, vous républicains, un pouvoir personnel, méconnaissant la première règle de la tradition révolutionnaire qui est de subordonner les chefs militaires, quels qu'ils soient, à la magistrature politique et civile. A ces fautes, vous allez en ajouter une autre, et, après vous être laissé trainer en longueur par le général Trochu, vous allez, si les renseignements anglais sont véridiques, vous laisser mener jusqu'à vos derniers grains de blé par les lenteurs habiles et calculées de notre ennemi le plus redoutable, M. de Bismarck. Mais non, ces renseignements sont faux; je n'y crois pas, n'y veux pas croire; vous changerez les généraux qui manquent de cœur, et ce ne sera qu'après une grande bataille perdue que vous vous résignerez sous la force.

« Quant à la guerre et à la situation militaire où nous sommes placés depuis nos derniers revers, je n'ai que peu de choses à vous dire; dans le nord, Faidherbe, dont la contenance et le patriotisme, ainsi que les talents militaires, sont au-dessus de

tout élogé, répare ses pertes et refait ses troupes, en couvrant d'ailleurs les places du nord; il ne pourra guère rien tenter avant le 1^{er} février. J'ai fait passer au général Chanzy, dont la situation est un peu dégagée, les nobles paroles que vous me chargez de lui transmettre; elles seront la plus belle récompense due au plus intrépide et au plus confiant de nos chefs militaires; il a reçu des renforts et pourra, je pense, sortir bientôt de ses positions de retraite. Les lignes de la Loire et du Cher sont actuellement le théâtre d'une opération militaire confiée au 20^e corps et qui pourra permettre à Chanzy une offensive plus prompte. Nous réoccupons, avec les forces tirées de Nevers, une partie d'Auxerre et Laval. Garibaldi a remporté une véritable victoire en avant de Dijon, dans une bataille qui a duré trois jours et qui a mis plus de 10,000 Prussiens hors de combat. Un drapeau ennemi, pour la première fois, est resté entre nos mains. Malheureusement l'armée de l'Est est dans une situation critique. A la suite de cette marche glorieuse, marquée par cinq journées et cinq succès: Villers-sèxel, Arcey, Montbéliard et Lizaine, Bourbaki est venu le deuxième jour devant Héricourt. Accablé par le nombre, il s'est vu forcé de reculer. Il aurait promptement perdu l'esprit, sa tête s'est égarée, et se voyant poursuivi et presque cerné, il s'est tué d'un coup de pistolet. Un jour avant ce douloureux événement, il avait demandé à être remplacé, et désigné pour son successeur le général Clinchant. C'est lui qui vient de prendre le commandement de l'armée et qui cherche à la sauver des étreintes de l'ennemi et de la mauvaise situation où elle se trouve. Certes, le tableau est sombre, et la fortune nous est bien contraire. Cependant il ne faut pas se laisser aller au découragement, car plus que jamais j'ai la conviction que la prolongation de la lutte, en nous ramenant la fortune, épuisera nos envahisseurs, et, s'ils savaient bien qu'il faudra arroser de sang allemand chaque motte de terre française pour la conquérir et la garder, ils sentiraient l'impossibilité de s'acharner à la lutte, à l'extermination de la France.

« Donnons-leur, à force de constance dans les revers et d'activité dans l'organisation de nos forces, la conviction que nous resterons inflexibles dans la politique de la guerre à outrance, et nous aurons gagné sur eux une grande victoire. Le printemps viendra, et ils n'auront pas réalisé le fruit de leur conquête; et, au milieu de l'Europe inquiète et jalouse, ils n'auront pas obtenu de sanction pour l'œuvre de la force. Nous les condamnons à une occupation aussi ruineuse pour eux que pour nous, et nous n'aurons pas compromis l'intégrité de la France, et à la première occasion de trouble ou de conflit européen, nous serons l'allié nécessaire de tous ceux qui auront à se venger des prétentions

germaniques... Au moment de finir, nous recevons à l'instant une dépêche de Londres qui annonce votre retour de Versailles à Paris avec les conditions de la capitulation. La précision de la dépêche ne laisse guère de doute dans mon esprit, et je reste muet devant une telle catastrophe. Le ballon que vous avez lancé ce matin, 27 janvier, est passé au-dessus de Niort, de Rochefort, vers le milieu du jour; il est probablement allé à l'Océan; et nous sommes sans nouvelles officielles de vous. Tout, jusqu'à la nature, conspire contre la France. L'expiation est rude, le châtement démesuré; seul, le souffle de la révolution française peut encore nous sauver. C'est lui que j'appelle et que j'invoque. C'est par lui seul que je compte vivifier ce qui reste encore dans le pays de vitalité et d'énergie.

« Vive la France! Vive la République!

« LÉON GAMBETTA. »

M. Gambetta devait accentuer la politique contenue dans cette dépêche, lorsque, le 28 janvier, à Lille, où il était allé trouver le général Faidherbe pour voir si le centre de la résistance ne devait pas être cette fois, non la Loire, mais le Nord, il disait, dans un dernier discours :

« Pour le pays tout entier, de quoi s'agit-il? D'être ou de ne pas être. Voilà la raison de la guerre.

« La paix, ne l'oubliez pas, c'est la cession et la mutilation de la patrie. Avons-nous le droit de sacrifier trois millions de Français à cette averse Allemagne; n'aurions-nous pas honte d'abandonner ces milliers d'Alsaciens s'échappant de leur patrie pour protester contre cet abominable attentat d'une annexion repoussée par le vœu national, et venant se serrer autour de l'étendard de la nation française, au mépris des proscriptions et sans souci des persécutions et des fusillades du roi Guillaume.

« Il n'appartient à personne, minorité, majorité, unanimité même, de céder la France. Celui-là viole le droit de tous et de chacun qui croirait pouvoir céder une partie de notre pays comme le maître cède une partie de son troupeau. La France est le bien commun de tous les Français, et chaque motte de terre que la France couvre de son drapeau m'appartient comme elle vous appartient, comme elle appartient à tous.

« Le sentiment de solidarité et de nationalité nous impose donc notre politique, c'est celle de la résistance à outrance! »

L'Assemblée que le pays allait nommer devait être appelée à décider si la guerre serait continuée. Dans sa ferveur patriotique, M. Gambetta tranchait par avance la question: il voulait encore, il voulait toujours la guerre. Les désastres pourtant

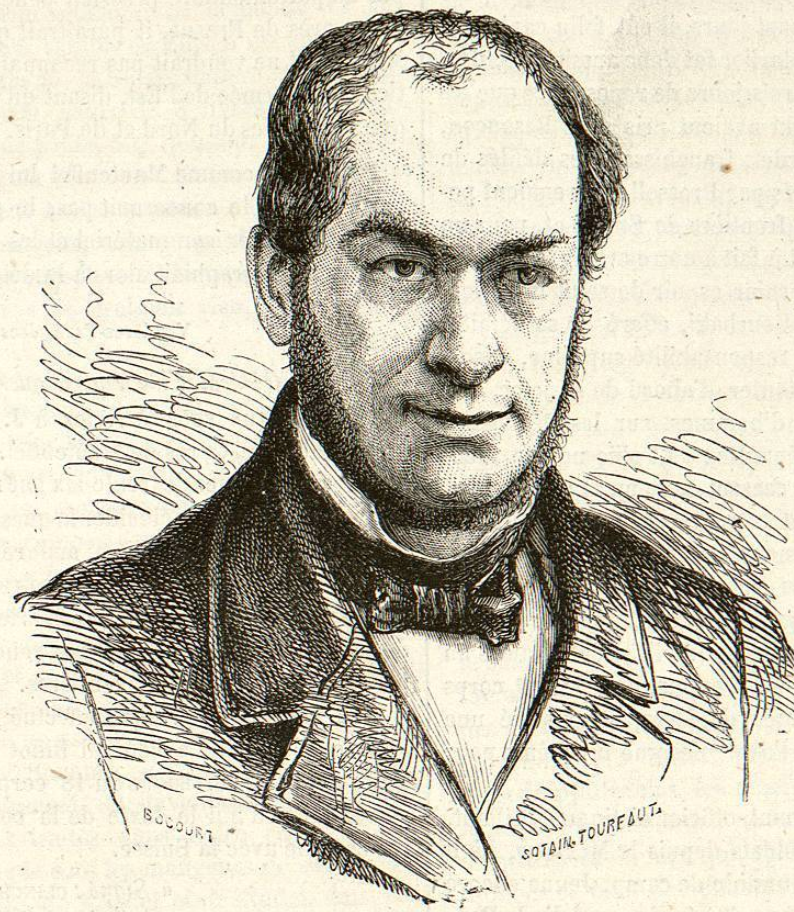
étaient aussi complets que possible et imposaient au pays une résignation douloureuse et une morne et profonde tristesse.

L'aspect désolé, ruiné de la France envahie plaidait cruellement en faveur de la paix. Les réquisitions avaient épuisé le pays, les batailles l'avaient comme éventré. Sur les routes de l'Orléanais, à travers la Beauce, la terre piétinée, les villages effondrés, les maisons incendiées, les murs crénelés, les haies brisées, les fosses creusées, les squelettes de chevaux blanchissant dans la plaine, les vols funèbres de corbeaux, présentaient les spectacles éternels des désolations qui tant de fois, depuis août, depuis Forbach, s'étaient offerts aux regards; les scènes cruelles et les vestiges de l'invasion apparaissaient sur une terre désolée, que les cultivateurs, un peu entardés, à cette heure, se décidaient timidement à labourer.

Après Orléans, jusqu'à la Motte-Beuvron, où se trouvaient, du côté du Midi, les avant-postes prussiens, le paysage était farouche, la terre en friche, les plaines peuplées de corbeaux. Il semblait que, dès le Loiret, commençait la Sologne; ce pays abandonné par la main de l'homme faisait peur. De temps à autre, aux murailles des fermes, des traces de balles ou d'obus apparaissaient. C'est la guerre qui avait passé là! Et ces mêmes tableaux se retrouvaient du côté du Mans, vers le nord, à l'est, partout, excepté dans le midi, qui ne connaissait de la guerre que ses féroces et ses lointaines ardeurs.

Le jour même de la signature de l'armistice, nos armes semblaient, il est vrai, retrouver, du côté de Blois, comme un regain de victoire. A l'heure même où Paris succombait, le général Pourcet, marchant sur Blois, emportait le faubourg de Vienne, chassait les Prussiens qui, battus, faisaient sauter le pont reliant le faubourg à la ville. Mais ce petit avantage était malheureusement effacé par l'accumulation de désastres qui fondaient en ce moment sur notre armée de l'Est.

Grâce à l'incurie, coupable en pareil cas, du gouvernement de Paris, grâce à l'ignorance des signataires français de l'armistice, il avait été stipulé, à la demande de M. de Bismarck, qu'en dépit de la convention du 28 janvier les opérations militaires se continueraient, *indépendamment de l'armistice*, dans les départements du Doubs, du Jura et de la Côte-d'Or. En outre, le siège de Belfort serait continué par les Allemands. Conçoit-on que M. Jules Favre ait consenti à signer une telle clause et que, l'ayant fait, il n'ait point, en annonçant l'armistice à la délégation de Bordeaux, fait connaître cette restriction imposée par l'ennemi? Le télégramme de M. Favre disait, nous l'avons vu: « Un armistice de vingt et un jours est convenu, faites-le exécuter. » Il en résulta que l'ordre fut donné



M. Kuss, maire de Strasbourg et député de l'Alsace.

à Garibaldi et à Bourbaki, comme à tous les généraux, de cesser les opérations militaires, et que cet ordre fut suivi par nos chefs, tandis que les armées prussiennes, instruites des conditions stipulées à Versailles, continuèrent, malgré les protestations de nos généraux, leurs opérations vers Besançon et Dijon, et même vers le Havre, qu'elles menaçaient sérieusement et que le général Loysel était chargé de couvrir.

L'ignorance dans laquelle le gouvernement de Paris laissa, pendant deux jours, les autorités militaires, est un des griefs les plus graves que lui adressera l'histoire. Les Prussiens étaient décidés à anéantir notre malheureuse armée de l'Est, qui leur avait causé une certaine inquiétude et, chose triste à reconnaître, pour arriver à ce but ils trouverent un aide involontaire dans l'impardonnable oubli de notre ministre des affaires étrangères.

Après l'échec complet d'Héricourt, le général Bourbaki, menacé maintenant par les troupes de Manteuffel, venues en chemin de fer par détachements et qui, occupant la gare de Mouchard, point central de toutes les communications de notre armée, Bourbaki s'était replié sur Besançon tandis

que l'ennemi, s'emparant du plateau de Bondeval, manœuvrait pour couper à nos troupes toute communication avec Lyon. Les francs-tireurs de Bourras essayaient de défendre Blamont, mais, par tous les défilés, les Prussiens nous débordaient. Il n'y avait qu'à battre en retraite. Le général Cremer, se rabattant sur Besançon, livrait deux combats à trois jours de distance, à Villers-la-Ville, le 20 janvier, à Dannemarie, le 23. Les marches étaient horriblement pénibles, les vivres manquaient. Le général Bressolles, chargé de défendre avec le 24^e corps les défilés du Lomont, n'ayant plus de provisions, se repliait déjà sur Pontarlier.

Les soldats épuisés de Bourbaki se massaient autour de Besançon. Il fut un moment question de s'arrêter dans cette place et de s'y défendre. Au conseil de guerre, tenu à Château-Farmé, Cremer, qui avait un moment voulu enlever, par une surprise de nuit, l'artillerie allemande (1), Cremer voulait résister dans Besançon. Mais les munitions manquaient et Bourbaki répondit en faisant con-

(1) Voy. *L'invasion dans l'est, le général Cremer*, par un officier d'état-major. (C'est le colonel Pouillet, chef d'état-major de Cremer.)